Commune de Plouguerneau
PROCES-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 28 mai 2015

--oOo--

Nombre de conseillers :

En exercice	29
Présents	25
Votants	29

Date d'envoi de la convocation : 11 mai 2015

Le Conseil Municipal de PLOUGUERNEAU s'est réuni le 28 mai 2015 à 20h00 à l'Espace Culturel ARMORICA en séance publique sous la présidence de Monsieur Yannig ROBIN, Maire.

SECRETARE DE SEANCE : Jean-Paul LE GALL élu à l'unanimité

ETAIENT PRESENTS : Yannig ROBIN - Andrew LINCOLN - Pierre APPRIOU - Sandrine DOUCET - Yannik BIGOUIN - Jean-Yves GUEGUEN - Jean-Luc KERDONCUFF - Jean-Claude MERDY - Jean Paul LE GALL - Philippe CARIOU - Cécile TRIVIDIC - Isabelle BLOAS DEWU - Elisabeth TINEVEZ - Nathalie VIGOUROUX - Marcel LE DALL - Fabienne BRITES - Audrey COUSQUER - Naïg ETIENNE - Jacques HENNEBELLE - Céline TANGUY-FÉGEANT - Anaïs THERASSE - Amélie CHARTON - Jean-Robert DANIEL - Lydie GOURLAY - Lédie LE HIR

ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

Marie-Pierre CABON	Procuration à	Pierre APPRIOU
Elisabeth LE BIHAN	Procuration à	Philippe CARIOU
Alain JESTIN	Procuration à	Fabienne BRITES
Alain ROMÉY	Procuration à	Céline TANGUY-FEGEANT

En raison d'un incident technique concernant l'enregistrement de la séance du conseil municipal, il a été impossible d'inscrire au procès verbal la totalité des commentaires.

Mr Le Maire : Je vous propose de commencer par un temps d'information sur les conteneurs et déchets ménagers, présenté par la CCPA. La CCPA est représentée par Christine Chevalier, vice-présidente à l'environnement et deux professionnels de la CCPA également : Maëlle Pouliquen et Ludovic Blanchet. La manière dont nous allons organiser ce temps est la suivante : ¼ d'heure - 20 minutes de présentation puis 10 minutes d'échanges. On n'est pas là encore dans le cadre d'un conseil municipal d'un point de vue strict mais il y a la possibilité dans la salle, pour les uns et les autres d'intervenir, car 10 minutes c'est relativement court, mais vous avez la possibilité par la suite de vous servir du cahier qui se trouve à l'entrée sur lequel vous pourrez consigner vos questions et vos remarques et pour lesquelles nous pourrions formuler un certain nombre de réponses en lien avec la CCPA.

Christine Chevalier : Bonsoir, tout d'abord merci de m'accueillir dans votre commune. Petite information tout d'abord concernant les conteneurs enterrés, semi enterrés et aériens, pas seulement sur les emballages recyclables et le verre, mais aussi sur les déchets ordures ménagères. En tout début de mandat en commission déchets, nous avons travaillé sur ce thème puisque Plouguerneau comme Landéda, deux communes littorales, et d'autres communes mais nous particulièrement, nous nous retrouvons débordés l'été par les ordures ménagères. Puisqu'il n'y avait pas beaucoup de solutions proposées notamment pour les personnes avec une résidence secondaire, car la collecte était décalée par rapport au jour de départ de ces personnes. Le système ne répondait pas non plus aux besoins des gens de passage, les camping-caristes, les plaisanciers, il y avait donc un gros travail à réaliser là-dessus. Nous avons donné un accord de principe sur la mise en place des conteneurs enterrés, comme ça se fait beaucoup sur plusieurs communes. BMO en est pourvu, la CCPI, la CCPL également. Nous avons une réunion de concertation ensuite fin novembre, sur Plouguin et Plouvien. En effet les données que je vous ai transmises tout à l'heure sont remontées au service manquant, pour les usagers, résidences secondaires, et également habitants qui étaient passés à la collecte à 26 semaines, mais pour qui cela posait parfois problème l'été avec leur dépôt d'ordures ménagères odorantes, due essentiellement à la consommation de crustacés en période estivale notamment. Suite à ces réunions de concertation nous avons travaillé sur la mise en place de ce projet de conteneurs enterrés, semi enterrés et aériens. Parallèlement à cela, nous avons une réflexion, puisque depuis plus d'un an il y a un nouveau centre de tri à Plouédern qui s'appelle Triglass. Je vous invite d'ailleurs à aller le visiter, il y a des visites organisées pour les élus. C'est un centre très performant, qui par lecture optique permet de trier tout ce qui est emballages plastiques, boîtes de conserves, papiers. Sur notre territoire, la collecte a été séparée entre les emballages secs et les papiers cartons. Grâce à ce nouvel outil, nous pouvons tout trier dans le même contenant, comme cela se fait d'ailleurs pour les personnes qui ont des conteneurs à bac jaune sur certains territoires. Nous sommes donc partis sur-là

mise en place de conteneurs enterrés avec changement des consignes de tri pour tous les emballages recyclables. Nous avons fait une visite de terrain sur la CCPI et CCPL. Après, nous nous posons la question s'il fallait mettre des badges ou pas pour les ordures ménagères après avoir vu les avantages et les inconvénients des deux systèmes. Puisque les deux ont des avantages et des inconvénients, nous avons opté pour la gratuité, c'est-à-dire ne pas mettre de services payants sur les bornes d'ordures ménagères. Il y aura la possibilité d'ici 2/3 ans, si on voit que cela ne fonctionne pas, de les équiper de badges car ces conteneurs en sont déjà pré-équipés. Nous gardons cette possibilité d'en mettre, mais nous comptons sur le civisme des gens du territoire pour que cela se passe bien et que nous puissions continuer à offrir ce service gratuit. Voilà pour la présentation du contexte, je vais tout de suite passer la parole à Maëlle et Ludovic qui vont vous développer la partie technique.

Maëlle Pouliquen : Bonsoir, en avant-première nous allons présenter la communication sur les modifications des changements de consignes de tri, là vous avez un exemple de communication installée sur les camions poubelles, donc je continue à mettre dans les colonnes jaunes tout ce qui est emballages plastiques, bouteilles, flacons, boîtes de conserves. Le grand changement, c'est que maintenant nous allons pouvoir mettre tout ce qui est papier (journaux, magazines, enveloppes) dans le même conteneur. Là, nous avons une traduction en breton, sur d'autres communications nous aurons une traduction en anglais, allemand et, au moins sur les territoires de Plouguerneau et Landéda, il y aura un petit guide du tri avec une carte qui stipulera les points avec ordures ménagères et les points sans ordures ménagères.

Ludovic Blanchet : Moi je vais vous présenter un peu plus ce qu'est un conteneur enterré, semi enterré ou aérien. La colonne classique, vous pouvez en voir à côté du carrefour contact, c'est ce que l'on appelle une colonne aérienne, ça tout le monde connaît. Le conteneur enterré est celui qui est en schéma ici. Il est composé de quatre parties : il y a une partie qui est la base en béton et qui reste fixe dans le sol. Cela fait une vingtaine de centimètres d'épaisseur et doit peser environ 6 tonnes. Ensuite, il y a la partie amovible qui permet la collecte classique. Dans cette partie amovible il y a le contenant en lui-même, la cuve, et la partie aérienne où l'on retrouve l'opercule pour mettre les déchets. La dernière partie, est la barre rouge que vous voyez en dessous du contenant, ce n'est pas vraiment une barre, c'est une plate-forme de sécurité. Pour le modèle qui a été retenu, il faudrait une pression de 1,5 tonnes pour baisser ce plancher de sécurité. Les modèles retenus pour le modèle enterré sont ceux que vous voyez là, en gris anthracite, c'est le modèle « Maine » de chez Astec. Le schéma présent ici montre un conteneur semi enterré, vous voyez sur la droite du conteneur le niveau du sol. Le conteneur à ce niveau-là est à peu près à 90 cm de haut, donc là quand je suis assis je pourrais atteindre l'opercule, donc nous pouvons considérer que c'est accessible aux personnes à mobilité réduite. Quoi qu'il arrive il y aura un point dans la CCPA qui sera pour les PMR. Cela nécessitera les parkings et les aménagements qui vont bien également. Le semi enterré est parfois recouvert de bois, ce qui nécessite un peu plus d'entretien, il peut être en béton lavé aussi. Le modèle qui a été retenu par la CCPA est le modèle en béton, mais imitation bois. Dans le moule, il y a déjà les veinures du bois. Cela a l'avantage d'avoir un faible entretien.

Maëlle Pouliquen : Sur les aériennes, on a changé de modèle. L'avantage de ces nouvelles colonnes : il y a moins d'emprise au sol et elles peuvent être collées. On perd au niveau des opercules, mais on gagne de la place, ce qui permet d'avoir des points sur des endroits où il n'y a pas beaucoup de surface au sol. Ils peuvent également se ranger en épi, ce qui fait également moins d'emprise au sol. Sur le territoire, on a beaucoup de gros point éco propreté avec beaucoup de colonnes, la CCPA souhaite changer ces points là, pour avoir moins de gros points et plus de petits points rapprochés, afin que l'on puisse plus facilement gérer les quantités et pour que les personnes autour de ce point puissent aussi s'approprier celui-ci.

Ludovic Blanchet : Actuellement il a il y a neuf points sur la commune de Plouguerneau, complets et accessibles au public. Il y en a d'autres types comme à la maison de retraite, etc... mais qui ne sont pas ouverts au public. Nous, nous sommes partis des recommandations d'eco emballage en milieu semi urbain et rural. Prenant en compte la population estivale pour Plouguerneau, l'idéal serait de 18 points. Un idéal à plus ou moins long terme. J'ai travaillé avec le directeur des services techniques qui lui a travaillé avec les élus, afin de proposer différents points. Tout ne sera pas fait avant l'été, mais dans un premier temps ce qui a été retenu, c'est qu'il y aura un conteneur en enterré avec trois flux au bourg. Trois flux c'est : le premier est le verre, le second est la collecte sélective comme vous expliquait Maëlle, tout le tri autre que le verre, et le troisième ce sont des ordures ménagères résiduelles, l'équivalent de vos poubelles de maison, mais vraiment pour les surplus et les dépassements car ce sera limité à un volume de 60 litres par ouverture. À terme, Lilia sera également enterré, mais pour cet été nous n'allons pas pouvoir faire tous les travaux donc ça devrait rester en aérien. Pour le Bourg, j'ai aussi oublié de préciser, il est en optionnel, je vous expliquerai après pourquoi, par faute de temps également. Bricomarché, c'est maintenu, on va juste mettre de nouvelles consignes deux flux, Carrefour market pareil, le complexe sportif également. Perros va passer en semi enterré avec trois flux. Il y a les ordures ménagères avec St Cava qui sera aussi enterré. Une des limites également c'est que pour St Cava et le parking de la Grève Blanche, le propriétaire est le conseil général. Nous sommes donc encore dans l'attente de leur autorisation pour les poser sur leur terrain. Les autres points : Lost an Aod va rester en aérien avec deux flux, le parking de la grève Blanche aussi par rapport à l'aspect esthétique et pour que le conseil général accepte plus facilement il sera en version enterrée avec trois flux, car la zone est relativement dense en résidences secondaires. Le Coréjou sera en semi enterré et en trois flux. Le Grouanec restera pour l'instant en

aériens deux flux. Ce qui serait souhaitable seraient que les secteurs du Zorn ou un peu plus haut et Creac'h an Avel soient prévus dans une dernière tranche, mais cela viendra dans le temps. On a extrait quelques photos, au niveau de Perros on va rester sur le même parking, en semi enterré. Après, ça restent les sites habituels. La question est à se poser pour la grève Blanche, ce ne sera pas l'actuel site mais sûrement le parking plus loin en allant vers le camping. Voilà pour nous.

Mr Le Maire : Merci pour cette présentation, il y a donc un travail de rapprochement entre les services de la CCPA et de la commune sur le choix des lieux où seront installés ces différents équipements. C'est vraiment une affaire qui est conduite entre les deux collectivités. Viens maintenant le temps des questions.

La question du tri des bandes magnétiques :

Maëlle Pouliquen : Ce que l'on peut voir au centre de tri, c'est qu'il y a des personnes qui les mettent au tri. Alors surtout pas au tri, car avec les machines qu'il y a là bas ça se bloque dans le circuit et ça peut poser de gros problèmes. Il faut les mettre en encombrants incinérables. Là-bas c'est traité par un prestataire puis c'est envoyé à l'usine de Guipavas : les Recycleurs Bretons. Eux, broient et récupèrent ce qui est récupérable, en général la ferraille. Des fois je ne prends pas le temps mais c'est vrai qu'il y a des informations que je passe parfois dans le bulletin municipal sur des petits rappels de règles de tri, de compostage, mais nous allons essayer d'en mettre plus régulièrement et sur le site Internet de la CCPA également.

Mr Le Maire : Il est vrai que nous souhaitons une réponse claire, qui soit communiquée aux habitants par le biais du Bim ou autre, nous pouvons également faire le relais avec le site de la commune.

Lédie Le Hir : Est-ce qu'il y aura des points opérationnels pour l'été ?

Ludovic Blanchet : Je pense que les demandes de réseaux sous-terrains sont toujours en cours ou du moins bien avancées. Si nous n'avons pas de mauvaises surprises, il n'y aura pas de soucis pour Perros puisqu'il est semi enterré. Je ne m'avance pas sur la réponse du conseil général mais comme ce sont des parkings ce n'est pas comme si c'était au milieu de la dune donc en zone de parking on peut espérer que ce soit positif, même si la je ne peux pas m'avancer sur Grève Blanche et St Cava. Concernant tous les sites en aérien c'est bon. Si jamais il y avait une mauvaise nouvelle sur grève Blanche ou Saint cava, il y a la salle des associations à côté de la cantine qui serait le site qui a été retenu en optionnel. Tous les sites en aérien que nous avons pu donner : le Bourg, Lilia, seront terminés pour l'été. Concernant le Koréjou, il n'y a pas de problème technique, il n'y a pas de réseau donc il aura bien lieu aussi.

Elisabeth Tinevez : Vous avez évoqué certains conteneurs accessibles. Compte tenu du vieillissement de la population, des mises aux normes en termes d'accessibilité, je pensais que vous vouliez dire que tous seraient accessibles ? Et de plus du fait que ce soient des installations nouvelles, il serait regrettable que certaines ne soient pas accessibles. On ne peut pas demander à quelqu'un qui habite juste en face du conteneur, d'aller à l'autre bout de la ville, mettre son fauteuil dans la voiture faire le transfert, descendre son fauteuil de la voiture, tout cela parce que le conteneur accessible est de l'autre côté de la ville. Voilà, c'est juste une formulation, je voulais également avoir une précision, vous avez évoqué quelque chose de limité sur des déchets ménagers, et à ce moment-là vous avez parlé de 60 litres à l'ouverture, vous pourrez préciser cela aussi ?

Christine Chevalier : Concernant l'accessibilité, tous les conteneurs enterrés sont accessibles aux PMR. Les containers semi enterrés seront accessibles, il faudra tendre un peu plus le bras mais d'après le fournisseur ils seront accessibles. Concernant les conteneurs aériens, il y a une ouverture située en partie basse qui permet aux personnes à mobilité réduite de les déposer. Je précise, qu'au niveau des ordures ménagères c'est un service supplémentaire, en complément des bacs, car tout le monde garde son bac sur le territoire. Sinon, au niveau des sacs de 60 litres, c'est un tambour qu'il y a au niveau des ouvertures des ordures ménagères et on ne pourra insérer qu'un seul sac-poubelle de 50 litres à chaque fois, en espérant que, et c'est le message que je vais faire passer sur Landéda, au niveau des habitants qui souhaitent aller mettre leurs ordures ménagères à cause des ordures odorantes, je pense notamment aux crustacés et poissons, il les mettront dans des petits sacs bien fermés évidemment au lieu de les englober dans le grand sac de 50 litres, de manière à optimiser les conteneurs. J'ai également un message qui s'appelle « le geste malin et le geste citoyen » où l'on incite les gens à ne pas déposer au pied du conteneur leurs sacs d'ordures ou les emballages, car tous les lundis matin quand les services techniques vont faire le tour des points éco, il n'est pas rare de trouver des bocaux en verre mais dans un carton au pied du conteneur. Nous avons donc un message de sensibilisation et de responsabilisation à faire passer au niveau des usagers, mais avec un peu de communication et de tolérance on devrait y arriver.

Je vais rajouter une petite chose quand même, car il y a une multiplicité de points par rapport à ceux qui existent donc c'est toujours mieux d'expliquer aux habitants ce qu'ils vont avoir comme points éco près de chez eux. Ce que j'ai fait sur Landéda, c'est que j'ai envoyé un courrier qui n'est pas nominatif car c'est toujours difficile de savoir dans la maison si c'est le propriétaire ou le locataire, j'ai mis ce courrier dans les boîtes aux lettres des maisons qui sont proches des points éco. J'ai deux personnes qui m'ont appelé, donc ça permet d'engager des discussions et ainsi d'expliquer pourquoi, car c'est mieux d'expliquer avant plutôt que lorsque c'est fait et de se retrouver sur le fait accompli, comme ça la démarche est déjà engagée dans l'explication.

Audrey Cousquer : Je vais juste vous apporter une communication au niveau de la proximité sur Plouguerneau, car la semaine prochaine c'est la semaine européenne du développement durable donc j'en profite pour solliciter les services de la CCPA, pour nous apporter une information de proximité. La CCPA sera

présente sur le parvis de la médiathèque, mercredi toute la journée, de 10 heures à midi et de 14 heures à 16 heures, de façon à pouvoir ré-expliquer ces informations, collecter les suggestions, répondre aux interrogations, sur les points que nous avons évoqués sur la localisation, nous apporter une information sur le tri, sachant qu'effectivement l'objectif est bien la réduction des déchets à la source, notamment par les composteurs donc les habitants. Les Plouguerneens pourront acheter directement des composteurs et des tiges aératrices qui seront directement en vente mercredi. Il y a aussi la recyclerie mobile qui passe le 20 juin à la déchetterie et quasiment une fois par mois partir de la rentrée. C'est également pour éviter de jeter du petit mobilier ou électroménager qui pourrait encore servir un peu. On leur donne ainsi une deuxième vie. Si vous avez des questions n'hésitez surtout pas à aller voir le personnel de la déchetterie très très compétent.

Mr le Maire : Merci à Christine, Maëlle et Ludovic pour le temps que vous nous avez consacré. C'est un temps important qui fait suite à de nombreuses réunions de communication sur ce sujet. Je crois qu'il y a eu deux réunions publiques qui ont été organisées le dernier trimestre de l'année dernière sur les communes de Plouguin et Plouvien. J'invite donc tout ceux et celles qui n'ont pas osé poser leurs questions ou qui n'ont pas eu le temps, à les consigner sur le cahier à l'entrée et nous prendrons le temps d'y répondre. Merci encore.

Mr le Maire : Temps important, nous allons rentrer dans le cadre formel du conseil municipal, je souhaiterais introduire ce conseil par l'accueil de Naïg Etienne, nouvelle conseillère municipale, qui devient la 21e conseillère municipale de la majorité.

À l'ordre du jour un certain nombre de points, un temps sera consacré aux subventions, c'est un temps important du calendrier annuel du conseil municipal. J'aurai l'occasion de me ré-exprimer sur ce sujet dans l'introduction du point 7.

Vous avez sur table un communiqué, que je vous propose de lire, un communiqué important que nous allons transmettre à la presse, qui fait suite à la convocation que nous avons honoré à la Sous-préfecture en date de lundi dernier avec Andrew Lincoln. Pour moi, il est important de vous le lire :

« Au nom de la transparence de l'avis publique la municipalité souhaite rendre publique les informations suivantes : le maire, et l'adjoint aux finances Andrew Lincoln ont rencontré à sa demande, le sous-préfet de Brest, Monsieur Bernard Guérin, le lundi 18 mai afin de parler de la situation financière de la commune. En effet, le Sous-préfet a informé les représentants de la commune, qu'elle a été inscrite au réseau d'alerte des finances locales en 2015, comme elle l'a déjà été en 2008 et en 2011. Les raisons pour l'inscription de Plouguerneau sur le niveau d'endettement de la commune et les nouvelles dépenses de fonctionnement induites par des investissements financés par emprunt, dans le contexte de stagnation des recettes. Dans sa nouvelle analyse financière rétrospective qui portent les exercices 2012 à 2014, la direction départementale des finances publiques résume la situation de la commune ainsi. La situation financière de la commune peut être jugée peu satisfaisante, en raison surtout du niveau élevé de l'endettement. Le niveau très élevé de l'annuité de la dette, fragilise la situation financière de la commune. Elle conclut en ces termes : « une pause dans les dépenses d'équipement, et l'absence de recours à l'emprunt semble souhaitable dans l'attente de l'amélioration du niveau de l'endettement ». Cette conclusion est le message constant du Trésor public depuis au moins 2010. Aussi en octobre 2010 il écrivait : sur la section d'investissement, une pause sur les dépenses d'équipement paraît souhaitable, afin de permettre à la commune de se désendetter et d'accumuler des réserves. Un recours encore important à l'emprunt pour financer d'importants projets d'investissement pourrait générer de graves difficultés financières sur le long terme. (analyse financière de Plouguerneau de 2007 à 2009). Malgré cette mise en garde, en 2012 la commune a emprunté 3 millions d'euros. Dans un climat de dialogue constructif, les élus actuels de la commune ont présenté au sous-préfet, la stratégie financière adoptée par la nouvelle municipalité, afin de redresser la situation financière de Plouguerneau : poursuite du désendettement, stabilité fiscale, fort freinage des dépenses de fonctionnement en 2015, baisse des dépenses de fonctionnement en valeur réelle hors inflation en 2016. Cette approche intègre les deux autres recommandations du rapport de la direction départementale :

1> pour améliorer son autofinancement la commune devra réaliser des efforts sur la section de fonctionnement en essayant dans la mesure du possible de limiter ses dépenses en particulier les charges qui sont supérieures aux strates de comparaison, et maîtriser ses charges de personnel.

2> le recours au levier fiscal pour augmenter ses ressources ne semble pas forcément approprié compte tenu du niveau de vie des résidents à l'année et le taux proche des moyennes. Il est convenu que l'instrument de pilotage financier de la commune mis en place par la municipalité en janvier 2015 sera mis à jour en collaboration avec la direction départementale des finances publiques avant l'adoption du budget 2016. »

Donc voilà le document que vous avez sous les yeux, qui sera remis à la presse. Ce rendez-vous ne représentait pas en soi une surprise, c'est la confirmation du diagnostic que nous avons fait et ça a été aussi l'opportunité d'un vrai dialogue et d'un premier rendez-vous qui annonce un travail très rapproché entre la commune et les services de l'État sur cette question. Avez-vous des commentaires à faire sur ce sujet ?

Je vous propose de continuer sur une présentation du projet pluriannuel de l'investissement. Ce projet a déjà fait l'objet d'une présentation à la population, le 1er avril. On ne va pas répéter ici tout ce qui a pu être exprimé dans ce cadre mais il était important que ce PPI fasse l'objet d'une présentation officielle avec des éléments financiers, et notre souhait et ça sera réalisé, est que ce PPI figure au débat d'orientation budgétaire tous les ans.

Andrew Lincoln : Donc quelques mots pour introduire et situer le budget d'investissement et les perspectives d'investissement. Je pense que tout mandat a en tête, après le débat d'orientation budgétaire et la présentation des comptes administratifs que nous sommes cette année en période de transition. En 2014, on a investi dans des équipements, une somme qui est sans doute assez record, qui est de 4,1 millions d'euros. Tout en remboursant les capitaux de la dette, cela a forcément à ce niveau de dépenses, dégagé pas mal de recettes en termes de récupération de la TVA. Donc si vous regardez le budget d'investissement de cette année, ce n'est pas le chiffre qui est annoncé là, c'est un chiffre qui est à peu près de 1,5 millions de plus, et il faut ajouter encore une fois le remboursement du capital qu'il reste à réaliser sur des projets comme ici ou les routes départementales et quelques crédits nouveaux pour investissements en cours. Les chiffres que vous avez là, vous les avez depuis environ quelques mois, car ils correspondent à la simulation que nous avons adoptée pour piloter dans les années à venir. C'est un scénario dont on a tenu compte pour la préparation du budget 2016. C'est un scénario qui va sûrement évoluer et qui sera vu annuellement. Ce sont les chiffres qui sortent de l'étude présentée par Yann le Meur, et qui représentent l'argent disponible hors remboursement des capitaux pour de nouveaux projets. Déjà vous pouvez voir qu'en 2015 la situation est relativement contrainte et ensuite on tourne pendant trois ans avec des fonds qui tournent autour de 1 million et qui sont disponibles. Avant de les augmenter, en 2019 et en 2020, à des sommes qui ressemblent peut-être plus à un régime de croisière que l'on pourrait souhaiter pour la commune. Le point de rupture je pense que tout le monde l'a en tête, pour pouvoir voir l'augmentation de 2019, c'est parce qu'un grand emprunt est finalement remboursé au 1er janvier 2019, il y aura donc une baisse assez importante de l'annuité de la dette de 200 000 € qui permettra éventuellement d'emprunter un peu plus. Là vous avez donc le total sur les six années à venir, c'est un total qui dépasse légèrement notre mandat puisque les élections auront lieu au printemps 2020. Derrière, il y a aussi une hypothèse par rapport à l'utilisation de l'emprunt qui est précisément l'hypothèse qui était annoncée dans le scénario 7. Sans ce réamorçage de l'emprunt, mais à un niveau bien inférieur au remboursement du capital, le budget d'investissement en 2017 et 2018 aurait été très très contraint. Donc après réflexion, il nous semble que nous ne pouvons pas maintenir tout à fait le même niveau de désendettement qu'en 2014 2015 et 2016 pour les années 2017 et 2018 sinon on ne pourrait pas faire les investissements de base qui sont souvent nécessaires en termes de voirie, etc. L'hypothèse de l'emprunt, vous voyez bien que le cours de la dette commence à se stabiliser, et avec une croissance des recettes dans le calcul de Yann Le Meur, on arrive à faire descendre d'année en année le délai d'extinction de la dette. Vous avez toutes ces hypothèses là dans le dossier du débat d'orientation budgétaire dans la simulation 7. Voilà une première approche sur les investissements qui vont dépasser 100 000 €, on essaie de donner une certaine visibilité à l'importance d'un certain nombre de secteurs. Comme dans toutes les communes, les dépenses en voirie vont être conséquentes. Il faut souligner qu'à Plouguerneau nous avons plus de 100 km de voirie entretenir. La somme est relativement faible par rapport au kilométrage, mais c'est ce que nous avons pu dégager dans l'ensemble. Il semble aussi que pour préparer l'avenir, malgré les difficultés de la situation financière, il faut essayer de dégager annuellement une somme pour l'acquisition de terrains. Avoir en sorte une politique foncière qui sera politique de l'avenir. Cette année par exemple, on prépare l'extension des cimetières, c'est un élément fondamental. Ensuite vous pouvez être surpris peut-être par la place prise par les véhicules des services techniques, mais là il y a un besoin urgent de remplacement. Nous étions ensemble l'autre jour en train d'étudier les offres pour le tractopelle, chaque année sur cette période il va falloir continuer à renouveler l'outillage pour permettre aux services techniques d'être efficaces. Ensuite, nous arrivons à ce que nous pourrions appeler des projets de la majorité puisque les autres sont quasiment tous déterminés par la situation. Un projet qui n'est pas non plus un projet énorme mais qui est situé en quatrième position, la rénovation de la salle de Lilia, nous verrons ça tout à l'heure ça aura lieu en deux temps : d'abord le plancher puis ensuite le toit. L'accessibilité est pour nous une priorité, c'est aussi une obligation légale, mais c'est aussi une priorité en termes de valeur pour tout le monde. Les trois lignes regroupées représentent une ligne sur les aménagements urbains nécessaires pour faciliter le mouvement dans le bourg etc, ça regroupe les fonds nécessaires pour l'accessibilité et les établissements qui reçoivent du public, et il y avait aussi dans le budget une ligne à part pour les cimetières. Ensuite concernant les écoles publiques, la somme totale est de 423 000 €, il s'agit surtout de 400 000 € pour l'école du Petit Prince qui a besoin d'extension. Le reste pour des travaux de mise en sécurité. On tient au rétablissement de bonnes conditions de scolarité pour les enfants et le personnel, avec l'augmentation des effectifs il y a des manques à l'heure actuelle. Un autre projet qui continue est Iliz Coz, ce monument historique assez rare qui doit être bien conservé. L'enrochement, tout le monde comprend que c'est un travail constant. Il ne s'agit pas d'étendre l'enrochement mais de stabiliser l'enrochement qui existe déjà et qui continue de défendre les côtes là où c'est nécessaire. Pour le pôle d'échanges multimodal, c'est un projet qui est un petit peu en conformité avec les orientations du conseil départemental, vous allez voir c'est plutôt programmé en fin de période. Je pense que tout le monde peut comprendre, surtout les personnes qui prennent leur voiture aux heures de pointe, que l'on a une saturation progressive de la route entre Plouguerneau et Brest. Si l'on peut intervenir de manière intelligente de façon à ce qu'il y ait moins de voitures avec une seule personne qui partent sur Brest, ce serait bien. Création d'un skate parc, c'est une initiative qui vient de la jeunesse donc son inscription est une réflexion d'importance qu'on attache à la jeunesse et à ses initiatives. Ensuite, on revient vers les travaux d'éclairage public, de rénovation et d'amélioration. On a un projet d'effacement des réseaux aériens dans le bourg de Lilia,

reçu. Nous avons travaillé sur un dossier qui comportait un certain nombre d'erreurs puisque nous avons eu des modifications qui nous ont été apportées hier, donc on prend note sur table aujourd'hui de ces modifications. Il y en a d'autres qui ne sont pas sur table mais que nous évoquerons lors des sujets abordés. Donc c'est vrai qu'avoir de bons documents de suite est plus facile pour nous surtout lors ce que nous nous réunissons pour travailler, et c'est plus agréable pour nous de les avoir de suite. J'aimerais aussi attirer votre attention sur le fait qu'il serait bien de pouvoir organiser et être prévenu suffisamment tôt pour un certain nombre de choses et de cérémonies auxquelles on nous demande d'être présents. Je prends l'exemple, j'ai été appelée ce matin au travail à 11 heures pour être invitée à aller à la maison de retraite cet après-midi à 14 heures 30. Je pense que ce rendez-vous n'a pas été pris ce matin donc on aimerait être prévenu avant et que ça soit organisé.

Mr Le Maire : Toutes nos excuses en tant que premier représentant, au nom de la collectivité, j'assume entièrement les erreurs et il est vrai que nous devons nous améliorer.

Jean-Paul Le Gall : Pour répondre à ce point précis, il est vrai que je viens de prendre des fonctions qui font que c'est moi qui devrai lancer les invitations. Je demande un petit temps d'adaptation à la montée en puissance de mes fonctions et je vous présente mes excuses. Je ne connaissais pas les coutumes pratiquées en la matière. J'en tiendrai compte à l'avenir.

approuvé par 26 voix pour et 3 abstentions (L. Le Hir, L. Gourlay, J.R. Daniel)

Nomenclature ACTES n° 5.1.a	ÉLECTION D'UN NOUVEL ADJOINT
--------------------------------	------------------------------

Par délibération en date du 5 avril 2014, le Conseil Municipal avait procédé à l'élection de Madame Christelle THOMAS au poste de première adjointe au Maire.

Pour des raisons personnelles et professionnelles, Madame THOMAS a signalé par courrier son intention de démissionner de sa fonction d'adjointe au Maire et de son mandat de conseillère municipale à compter de la date du 27 avril 2015 .

Conformément aux dispositions de l'article L 2122-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette démission a été transmise au représentant de l'État dans le département qui l'a accepté le 18 mai 2015. Conformément aux dispositions de l'article L 2122-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est par conséquent nécessaire dans la quinzaine suivant la date à laquelle la démission est devenue définitive de procéder à la désignation d'un nouvel adjoint au Maire.

Monsieur le Maire propose donc de procéder à l'élection d'un nouvel adjoint, celui-ci prenant rang après tous les autres adjoints déjà en fonction.

Mr le Maire : Le point suivant, qui a fait l'objet d'un réajustement : élection d'un nouvel adjoint. Cette élection fait suite au départ de Christelle Thomas, dont nous procédons à l'élection d'un nouvel adjoint et Philippe Cariou se déclare candidat. Élection par bulletin secret, vous avez devant vous un bulletin sur lequel vous marquez Philippe Cariou ou quelqu'un d'autre. Amélie va faire le tour.

Lédie Le Hir : Juste une petite question, je voulais savoir, dans la délibération on parle de sa volonté de démission de sa fonction d'adjointe, alors que je pense que ce n'est pas que de sa fonction d'adjointe qu'elle démissionne mais du conseil municipal ?

Mr Le Maire : Tout à fait.

Lédie Le hir : Cette phrase est restée du conseil municipal précédent où Monsieur Guéguen démissionnait uniquement de sa fonction d'adjoint.

Mr Le Maire : Tout à fait.

Monsieur Philippe CARIOU se déclare candidat au poste de huitième adjoint au Maire
L'élection se déroule à bulletin secret et après dépouillement donne le résultat suivant :

Nombre de votants : 29

A déduire les bulletins litigieux énumérés à l'article 66 du Code Électoral : 0

Blancs 3

Nombre de suffrages exprimés 29

Majorité absolue : 15

A obtenu, Philippe CARIOU 26

M. Philippe CARIOU est élu huitième adjoint au Maire.

Mr Le Maire : *Donc Philippe Cariou est élu à 26 voix et trois blancs. Philippe, tu étais déjà délégué à la culture et tu deviens adjoint à la culture. As-tu quelques mots à exprimer sur ce sujet ?*

Philippe Cariou : *Non, ça ne changera pas grand chose à ma fonction, c'est juste le titre et l'habilitation à signer quelques documents parfois qui peut être intéressant. Merci.*

Mr Le Maire : *On peut préciser aussi que la fonction d'adjoint à la culture est une fonction importante sur la commune de Plouguerneau, car tout le monde a bien saisi les enjeux.*

NOMENCLATURE ACTES 5.2.2.a	REMPLACEMENT D'UN CONSEILLER MUNICIPAL MODIFICATION DU TABLEAU DU CONSEIL MUNICIPAL
--------------------------------------	--

Conformément aux dispositions de l'article L 270 du Code Électoral , Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, suite à la démission de Christelle THOMAS acceptée en date du 18 mai 2015 par le représentant de l'État, Madame Naïg ETIENNE est désignée afin de pourvoir à son remplacement.

Le Conseil Municipal prend acte.

En raison de la désignation de Madame Naïg ETIENNE en qualité de conseillère municipale et de l'élection de M Philippe Cariou en tant que huitième adjoint, le tableau du Conseil Municipal de PLOUGUERNEAU est ainsi modifié :

Yannig ROBIN	Maire
Andrew LINCOLN	1er Adjoint au Maire
Marie-Pierre CABON	2ème Adjointe au Maire
Pierre APPRIOU	3ème Adjoint au Maire
Sandrine DOUCET	4ème Adjointe au Maire
Yannik BIGOUIN	5ème Adjoint au Maire
Élisabeth LE BIHAN	6ème Adjointe au Maire
Jean-Paul LE GALL	7ème Adjoint au Maire
Philippe CARIOU	8ème Adjoint au Maire
Jean-Yves GUEGUEN	Conseiller municipal
Jean- Luc KERDONCUFF	Conseiller municipal
Jean-Claude MERDY	Conseiller municipal
Cécile TRIVIDIC	Conseillère municipale
Isabelle BLOAS DEWU	Conseillère municipale
Élisabeth TINEVEZ	Conseillère municipale
Alain JESTIN	Conseiller municipal
Nathalie VIGOUROUX	Conseillère municipale
Marcel LE DALL	Conseiller municipal
Fabienne BRITES	Conseillère municipale
Audrev COUSQUER	Conseillère municipale
Naïg ETIENNE	Conseillère municipale
Alain ROMÉY	Conseiller municipal
Jacques HENNEBELLE	Conseiller municipal
Céline TANGUY-FÉGEANT	Conseillère municipale
Anaïs THÉRASSE	Conseillère municipale
Amélie CHARTON	Conseillère municipale
Jean-Robert DANIEL	Conseiller municipal
Lydie GOURLAY	Conseillère municipale
Lédie LE HIR	Conseillère municipale

Mr Le Maire : Je vous propose de passer au point suivant : remplacement d'un conseiller municipal, modifications du tableau du conseil municipal, cela fait suite au vote précédent. Suite à la nomination de Naïg Etienne en qualité de conseillère municipale, et de l'élection de Philippe Cariou en tant que huitième adjoint, le tableau du conseil municipal de Plouguerneau est ainsi modifié.

Le Conseil Municipal prend acte.

Nomenclature ACTES 5.2.2.b	MISE À JOUR DES COMMISSIONS MUNICIPALES
--------------------------------------	--

A la suite de la démission de Mme Christelle THOMAS, Mme Naïg ETIENNE a pris place au sein de l'assemblée délibérante en tant que conseillère municipale.

M. le Maire propose que, Christelle THOMAS soit remplacée au sein des instances suivantes par :

Commission citoyenneté et communication : Naïg ETIENNE

Commission accessibilité : Andrew LINCOLN

Commission de révision du règlement intérieur du conseil municipal : Naïg ETIENNE

M. le Maire propose que le vote ait lieu à main levée.

Le vote ayant eu lieu, il a donné les résultats suivants :

Nombre de votants : 29

Exprimés : 29

Nuls / blancs : 0

Naïg ETIENNE ayant obtenu 29 voix, est déclarée membre de la commission citoyenneté et communication.

Andrew LINCOLN ayant obtenu 29 voix, est déclaré membre de la commission accessibilité.

Naïg ETIENNE ayant obtenu 29 voix, est déclarée membre de la commission de révision du règlement intérieur du conseil municipal.

Nomenclature ACTES 5.3.2.a	DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
-----------------------------------	--

Conformément aux articles L 123- 4 à 123-9 et R 123-7 et 123-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles, lors de ses séances du 15 et du avril 2014, le conseil municipal a fixé à 5 le nombre de ses représentants au sein du conseil d'administration du centre communal d'action sociale (CCAS) et a désigné les membres suivants en tant que délégués : Jean-Yves GUEGUEN, Élisabeth TINEVEZ, Marie-Pierre CABON et Anaïs THERASSE, Lédie LE HIR.

Suite à la démission de Jean-Yves GUEGUEN en tant qu' adjoint délégué aux Solidarités, et l'élection de Jean-Paul LE GALL pour le remplacer lors du conseil municipal du 28 avril 2015, il est proposé aux membres du conseil municipal, et afin de répondre au souhait de M GUEGUEN de pouvoir continuer à officier en tant que membre du conseil d'administration du CCAS, de fixer à 6 le nombre de ses représentants au sein du conseil d'administration du centre communal d'action social.

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'élection d'un membre du conseil municipal supplémentaire afin de siéger au sein du conseil d'administration du centre communal d'action sociale ;

Considérant que se présente à la candidature de membre du conseil d'administration du CCAS : M. Jean-Paul LE GALL ;

Le Maire propose à l'assemblée que le vote se déroule à main levée.

Le vote donne les résultats suivants :

Nombre de votants : 29 - Nombre de bulletins nuls ou blancs : 0 - Nombre de suffrages exprimés : 29

Jean-Paul LE GALL est désigné en tant que nouveau membre du conseil d'administration du CCAS par 29 voix pour.

Mr Le Maire : Avez-vous des questions commentaires sur ce point ?

Lédie Le Hir : Lorsque nous avons voté toutes les commissions est-ce qu'il y a eu un tableau qui récapitulait tout, et serait-il possible d'avoir un tableau réactualisé ?

Mr Le Maire : Oui bien sûr. Peut-être le prochain conseil ou avant par mail.

Nomenclature ACTES 1 3.1	CONVENTIONS FINANCIÈRES RELATIVES À L'ÉCLAIRAGE PUBLIC COMMUNE / SDEF
-----------------------------	--

Dans le cadre de travaux d'éclairage public, la commune de Plouguerneau a sollicité le SDEF pour des travaux de rénovation de 2 points d'éclairage public à la salle omnisports de Lilia, un déplacement de lanterne sur façade au 3 rue du Verger et un déplacement de mât avec changement de lanterne rue de Meznen.

Il est proposé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions financières ci-jointes.

Pierre Appriou : D'abord, j'aurais bien évidemment dû réunir la commission travaux, cela étant, il n'y avait que cela à passer en commission travaux donc je pensais qu'il était peut-être inutile de déplacer 5/6 personnes pour discuter 5/10 minutes de ces conventions financières relatives à l'éclairage public. Dans le cadre des travaux d'éclairage public, la commune a sollicité le SDEF pour des travaux de rénovation de l'éclairage public en 3 points de la commune, d'abord sur Meznen. Meznen, il s'agit en fait d'un déplacement de mât avec changement d'antenne. Ce déplacement de mât est dû à la chose suivante : il y a quelques années, au cours de l'installation d'eaux usées et de la révision de l'éclairage public, un lampadaire a été installé par erreur sur le domaine privé entraînant une gêne pour les propriétaires de ce domaine privé. Ils s'en sont ouverts auprès de nous, nous demandons donc de déplacer cet éclairage sur ce site de Meznen. Le deuxième point est un changement de lanterne en façade aux 3 rue du Verger, là c'est un petit peu le même système puisqu'il y a quelque temps il y a eu une suppression de l'éclairage dans cette rue et mise en place de lanterne sur les maisons. Il se trouve que le propriétaire d'une des maisons a sollicité un agrandissement de ses fenêtres qui a été autorisée, on est donc dans l'obligation de déplacer la lanterne qui avait été posée. Le troisième point est la salle omnisports de Lilia, avec la rénovation de points d'éclairage public, donc là ce sont des poteaux qui n'existent plus depuis de nombreuses années. Il est bien évident que devant l'entrée principale de la salle omnisports de Lilia, il est souhaitable qu'il y ait des lampadaires. Donc voilà l'objet des trois conventions qui vous sont proposées.

Lydie Gourlay : Sur Meznen, vous dites que c'est une installation sur le domaine privé. Pourquoi a-t-elle été réalisée sur le domaine privé ? Qui a réalisé cette installation ?

Pierre Appriou : Comme je l'ai dit, ça a été fait il y a plusieurs années, donc on assume. C'est un poteau qui a été installé sur le domaine privé en limite et qui empiète de 40 à 50 cm sur le domaine privé, mais cela gêne les propriétaires en question parce que ça oblitère une place de parking. Donc ils nous ont demandé de déplacer ce poteau.

Lydie Gourlay : Y a-t-il une assurance possible sur ce domaine-là ? Est-ce qu'une assurance va prendre en charge les travaux ? Il n'y a pas une assurance qui peut couvrir ce genre de risques ?

Pierre Appriou : c'est la municipalité précédente qui a installé ce poteau, c'est la mairie qui prendra à sa charge les frais. Je suis incapable de vous répondre sur ce sujet mais cela m'étonnerait qu'il y ait une assurance qui prenne en charge une chose qui a été faite par la municipalité, il y a eu une erreur de faite, il faut l'assumer.

Avis du Conseil Municipal : Favorable à l'unanimité.

Nomenclature ACTES 1.7.2.	AUTORISATION DONNÉE A L'EXÉCUTIF POUR LA SIGNATURE DU MARCHE PUBLIC « FOURNITURE ET LIVRAISON DE MATÉRIAUX DE CARRIÈRE »
------------------------------	--

Les membres de la commission communale des marchés publics par procédure adaptée ont proposé, lors de leur réunion du 19 mai 2015, d'attribuer le marché public de fourniture et de livraison de matériaux de carrière à l'entreprise SAS GUENA selon les prix signalés dans le bordereau des prix unitaires ci-annexé. Le marché est conclu pour une durée d'un an, reconductible 3 fois.

Monsieur le Maire décide d'attribuer le marché à l'entreprise SAS GUENA et demande aux membres de l'assemblée délibérante de l'autoriser à signer l'ensemble des documents contractuels se rattachant à la passation du marché précité.

Annexe 1 : bordereau des prix unitaires

Pierre Appriou : Les membres de la commission communale des marchés publics à procédure adaptée se sont réunis le 19 mai 2015 pour attribuer le marché public de fournitures et de livraison de matériaux de carrière et ont proposé la SAS GUENA, en se basant sur deux critères : le prix des matériaux : 80 %, et puis les livraisons à 20 %. Donc le marché est conclu pour une durée d'un an reconductible trois fois. Donc Monsieur le Maire décide d'attribuer le marché à la SAS GUENA, je demande donc aux membres de l'assemblée délibérante de l'autoriser à signer l'ensemble des documents contractuels.

Avis du Conseil Municipal : Favorable à l'unanimité.

La délibération 1.7.3 est retirée de l'ordre du jour.

Nomenclature ACTES 3-5-3	MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL A L'ASSOCIATION « ART THE ARTS »
-----------------------------	---

L'association ART THE ARTS souhaite mettre en place des ateliers thérapeutiques et ludiques sur la commune de Plouguerneau, vers les personnes isolées sensibles aux arts, suivies par le CCAS et/ou par les travailleurs sociaux. Ces ateliers d'arts plastiques se feront autour d'une animation à médiation artistique : sculpture « modelage », dessin, peinture et lecture.

Le rythme de ces ateliers serait hebdomadaire et d'une durée de 1 heure 1/2. Le travail se ferait de manière individuelle, mais en petit groupe de 5 personnes maximum.

L'animation serait assurée par un binôme composé d'une artiste Art-thérapeute et d'une infirmière en retraite.

Le principal objectif est d'éloigner la perte de leurs capacités cognitives et de rompre leur isolement en leur donnant un moyen d'expression pour les valoriser.

Le CCAS de Plouguerneau souhaite expérimenter ce projet, notamment vers la population isolée et à faibles ressources de la commune. Ainsi, ce projet devrait permettre de lutter contre l'isolement des personnes isolées.

Considérant que la commune de Plouguerneau dispose d'un local adapté à ce type d'activité à l'Espace social, situé au lieu-dit Kroaz Kénan

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer avec l'association ART THE ARTS la convention jointe à la présente délibération, celle-ci étant destinée à définir les modalités de mise à disposition du local.

Jean-Paul Le Gall : Il s'agit de mettre à disposition d'une association, un local lui permettant de développer une activité en soutien aux personnes en difficulté sur la commune, en lien avec les CCAS et les bailleurs sociaux. Il ne s'agit pas d'organiser des séances de thérapie collective, mais de proposer un lieu où des personnes en difficulté ou en voie de réinsertion puissent trouver un lieu d'accueil d'écoute et de travail pour retrouver les liens et tenter une réinsertion professionnelle à long terme, mais d'abord recréer des liens sociaux.

M Le Maire : Des questions ? Des remarques sur ce point ?

Lédie Le Hir : C'est un point que nous avons déjà évoqué au CCAS, dans l'article 12 de la convention on dit que l'association assurera la gestion des inscriptions des usagers à cette activité, je suppose qu'elle va gérer uniquement cette inscription. L'association aura peut-être du mal à savoir qui est vraiment dans le besoin, ou plutôt comment l'association pourra-t-elle savoir qui elle peut inscrire et dans quelle mesure.

Elisabeth Tinevez : En effet, ce n'est pas seule qu'elle va gérer les inscriptions, c'est en collaboration avec le service social de la commune et en collaboration aussi avec le service social du CDAS. C'est surtout au niveau de la mairie avec l'agent chargé de l'action sociale, l'assistante sociale du conseil général, c'est elles deux qui peuvent mieux repérer les gens qui sont susceptibles d'être bénéficiaires. Ce sont vraiment des gens en rupture avec les liens sociaux, au niveau de l'organisation, de la gestion du quotidien, pour qui il serait très utile d'être dans un groupe et accompagné par des personnes à travers des activités, en particulier artistique. Ils renouent

petit à petit avec le social, mais il y a aussi la question de faire le groupe. Les acteurs sociaux et les personnes qui animent le groupe se sont retrouvées pour échanger sur le but du groupe et en particulier sur la constitution du groupe qui doit être cohérent. Ce groupe sera évolutif, dans un premier temps dans ce local-là, mais à l'avenir vers l'extérieur, par exemple aller voir des expositions artistiques, des choses comme ça, afin d'apporter une dynamique, hors des murs.

Avis du Conseil Municipal : Favorable à l'unanimité.

Nomenclature ACTES 4.1.1.a	CRÉATION DE POSTES POUR LES AVANCEMENTS DE GRADE ET MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS
--------------------------------------	--

Monsieur Le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de la collectivité sont créés par le conseil municipal,

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non-complet nécessaire au fonctionnement des services, et permettant les avancements de grade et promotion interne des fonctionnaires pour l'année 2015

Vu la saisine de la Commission Administrative Paritaire en date du 23 février 2015 sur la proposition des avancements de grade des agents de la collectivité,

Vu l'avis favorable à l'unanimité des membres du Comité technique Paritaire lors de la séance en date du 18 mai 2015 fixant les ratios « promus-promouvables » à 100% pour l'année 2015,

De fait, il convient afin d'assurer la totalité des nominations au grade supérieur de procéder aux créations de postes ci-après :

- 1 poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 1 poste d'adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe à temps non complet (14 heures hebdomadaires)
- 1 poste d'auxiliaire de puériculture principale de 2^{ème} classe à temps complet
- 5 postes d'adjoint technique de 1^{ère} classe à temps complet
- 1 poste d'adjoint technique de 1^{ère} classe à temps non complet (29 heures hebdomadaires)
- 1 poste d'adjoint d'animation de 1^{ère} classe à temps non complet (30 heures hebdomadaires)

Il convient également de supprimer au tableau des effectifs les postes laissés vacants à la suite des avancements de grade 2015, ci après :

- 5 postes d'adjoint technique de 2^{ème} classe à temps complet
- 1 poste d'adjoint technique de 2^{ème} classe à temps non complet (29 heures hebdomadaires)
- 2 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet
- 1 poste d'auxiliaire de puériculture de 1^{ère} classe à temps complet
- 1 poste d'adjoint du patrimoine de 1^{ère} classe à temps non complet (14 heures hebdomadaires)
- 1 poste d'adjoint d'animation de 2^{ème} classe à temps non complet (30 heures hebdomadaires)

Suite au départ en retraite d'un agent, il convient également de supprimer au tableau des effectifs l'emploi d'éducateur des Activités Physiques et Sportives principal de 1^{ère} classe à temps complet.

Afin que les arrêtés municipaux de nomination des agents concernés ne puissent être contestés lors de leur contrôle administratif de légalité par l'autorité préfectorale, il est précisé que les suppressions de postes interviendront au fur et à mesure de la nomination au grade supérieur des agents bénéficiaires.

Il est proposé aux membres du conseil municipal d'adopter les modifications du tableau des effectifs ainsi proposées.

Mr Le Maire : *Création de postes pour les avancements de grade et modification du tableau des effectifs, rien de grave pour les finances de la commune, il s'agit de la progression naturelle des carrières donc c'est un sujet qui a été traité dans le cadre du comité technique paritaire lors de la séance du 18 mai 2015 fixant les ratios*

promouvables comme les années précédentes, ce ratio est fixé à 100 %, ce qui ne préjuge pas de la décision finale puisque c'est évidemment quelque chose qui relève de ma compétence et pour nous il s'agit de ne rien fermer. Il est associé un tableau des effectifs, certains ont pu regarder d'ailleurs dans le détail, 10 postes d'un côté 11 de l'autre, nous n'avons pas eu besoin d'en créer 11 puisqu'il y avait déjà 1 poste qui figurait dans ce tableau. Il faut savoir, que ces promotions concernent dans l'intégralité les professionnels des catégories C et nous avons fait un calcul, cela représente 1400 € en tout pour ces évolutions.

Avis du Conseil Municipal : Favorable à l'unanimité.

Nomenclature ACTES 4.1.1.b	CRÉATION DE POSTE ET MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS
--------------------------------------	---

Monsieur Le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de la collectivité sont créés par le conseil municipal,

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non-complet nécessaire au fonctionnement des services.

Un agent en contrat à durée déterminée en poste au sein des services municipaux, bénéficiant du grade d'auxiliaire de puériculture 1^{ère} classe à temps complet a été admis au concours d'auxiliaire de puériculture.

Monsieur le maire propose de créer au tableau des effectifs l'emploi d'auxiliaire de puériculture 1^{ère} classe à temps complet afin que cet agent puisse être nommé sur ce grade.

Monsieur le maire précise que cet agent déjà en poste au sein de la crèche municipale depuis mars 2013 était en attente de réussite du concours d'auxiliaire de puériculture.

Avis du Conseil Municipal : favorable à l'unanimité.

Nomenclature ACTES 4.5.1.	MODIFICATION DU RÉGIME DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES
-------------------------------------	--

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de modifier ainsi qu'il suit le régime des heures supplémentaires dont bénéficient les agents municipaux :

*** Régime permanent :** versement des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS) au bénéfice des agents pouvant y prétendre dans la limite de 10 heures par mois au titre des heures supplémentaires effectuées à la demande expresse de l'autorité territoriale ; le règlement sera effectif au vu du décompte déclaratif présenté par l'agent et validé par sa hiérarchie.

Services municipaux concernés : L'ensemble des services municipaux.

*** Régime exceptionnel 1 :** en raison de la charge de travail supplémentaire liée aux festivités et à la hausse de la fréquentation touristique, le versement de 10 heures supplémentaires par mois au bénéfice des agents pouvant y prétendre ; ces heures supplémentaires devront avoir été effectuées à la demande de l'autorité territoriale ; leur règlement intervenant au vu du décompte déclaratif validé par la hiérarchie de l'agent municipal.

Services municipaux concernés : L'ensemble des services municipaux.

*** Régime exceptionnel 2 :** A l'occasion de la survenance de phénomènes majeurs (naturels, technologiques ou sanitaires), nécessitant la mise en place d'actions d'information, de prévention et de protection de la population, le paiement des heures supplémentaires réalisées par des agents municipaux, dont le cadre d'emploi et le grade le permettent, est autorisé à compter du 1er janvier 2014. Ces heures supplémentaires devront avoir été effectuées à la demande de l'autorité territoriale ; leur règlement intervenant au vu du décompte déclaratif validé par la hiérarchie de l'agent municipal.

Services municipaux concernés : L'ensemble des services municipaux.

Les agents bénéficiant du régime permanent des heures supplémentaires pourront cumuler les avantages de celui-ci avec ceux des régimes exceptionnels des heures supplémentaires.

Avis du Conseil Municipal : Favorable à l'unanimité.

Nomenclature ACTES 7.1.2.3.	TARIFS DES ANIMATIONS CULTURELLES 2015 - ESPACE CULTUREL ARMORICA
---------------------------------------	--

Après avis favorable de la commission culture du 7 mai 2015, Monsieur le maire propose au conseil municipal d'approuver les tarifs des animations culturelles de l'Espace Culturel ARMORICA, présentés ci-dessous.

Spectacles Tout Public dont le contrat de cession est égal ou supérieur à 4 000 €	15,00 €
Spectacles Tout Public dont le contrat de cession est supérieur à 2 000 € et inférieur à 5 000 €	10,00 €
Spectacles Tout Public dont le contrat de cession est inférieur ou égal à 2 000 €, spectacles amateurs, et festou noz	8,00 €
Spectacles Jeune Public	5,00 €
Public scolaire ou inscrit en centre de loisirs, espaces jeunes	4,00 €
Spectateurs de moins de 12 ans assistant à un spectacle Tout Public, dont le contrat de cession est supérieur ou égal à 2 000 €	5,00 €
Garderie pendant les spectacles (en partenariat avec Familles Rurales) par spectacle et par enfant	3,00 €
Formule « Pass' Armorica » (3 spectacles hors programmation extérieure, Quai Ouest...)	24,00 €
Formule « Pass' Thématique » (4 spectacles regroupés sur un mois consacrés à une thématique)	30,00 €
Adhésion individuelle (carte permettant de bénéficier du tarif réduit à chaque spectacle)	5,00 €
Tarif réduit : réduction de 2€ pratiquée sur le tarif plein, pour les groupes (10 personnes minimum), les titulaires d'une carte d'adhésion individuelle, les adhérents CE Cezam avec lequel la commune a signé une convention, les agents territoriaux affiliés au CNAS), les demandeurs d'emploi, les étudiants et les jeunes entre 12 et 16 ans, sur présentation des justificatifs nécessaires	13€, 8€, 6€
Spectateurs de moins de 12 ans assistant à un spectacle Tout Public, dont le contrat de cession est inférieur à 2 000 €	GRATUIT

Avis du Conseil Municipal : 26 voix pour – 3 abstentions (L. LE HIR, L.GOURLAY, J-R. DANIEL)

Nomenclature Actes 7.5.3	ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS MUNICIPALES 2015
------------------------------------	---

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

CONSIDERANT l'importance pour la vie locale de l'apport et du rôle des clubs et associations, de la participation des citoyens à la vie de la commune, des liens d'amitié et de fraternité tissés entre tous,

Après avis favorable de la commission finances du 19 mai 2015 et après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré,

DECIDE de verser aux clubs et associations, pour l'exercice 2015, les subventions telles que figurant en annexe de la présente délibération sous réserve de la présentation par les responsables concernés des associations subventionnées des justificatifs obligatoires.

Sauf indications contraires, les subventions supérieures ou égales à 1 500 € feront l'objet de 2 versements chacun pour moitié de la somme attribuée.

Les subventions d'investissement seront versées sur présentation des factures relatives à l'objet de leur attribution.

Afin que cette délibération ne soit pas entachée d'illégalité, Monsieur le Maire demande aux membres du

Conseil Municipal qui siègent au sein des associations de ne pas prendre part au vote de subventions attribuées à celles-ci.

Avis du Conseil municipal : voir tableau annexe des subventions joint.

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT 2015

Catégorie	Association	Vote 2013	Demandes 2014	Vote 2014	Demandes 2016	Vote 2016	Avis du Conseil municipal
SCOLAIRES - ENFANCE	DGEC Saint Joseph Subvention cantine	28 409,80 €	41 650,00 €	28 500,00 €	36 651,00 €	27 325,00 €	Pour 26 - Abstentions 3 (Le Gall, Brites, Jestin)
	DGEC Sainte Thérèse Subvention cantine	13 249,80 €	24 182,00 €	13 513,00 €	17 000,00 €	11 620,00 €	Pour 26 - Abstentions 3 (Le Gall, Brites, Jestin)
	Février piscine (sur factures détaillant le nb d'élèves et de séances)	8 000,00 €		10 500,00 €		10 000,00 €	Pour 29
	Classe de découverte (3,50 €/enfant/jour au delà de 2 jours) sur factures	3 500,00 €		3 500,00 €		3 500,00 €	Pour 29
	Subvention culturelle aux écoles	8 000,00 €		8 000,00 €		8 000,00 €	Pour 29
	Molle scolaire (4,85 €/séance)	10 000,00 €		10 000,00 €		10 000,00 €	Pour 29
	Association Familiales Rurales Plouguerneau (340 enfants)	80 000,00 €	80 000,00 €	80 000,00 €	80 000,00 €	80 000,00 €	Pour 29
	An Hini Bihun	400,00 €	600,00 €	500,00 €	600,00 €	500,00 €	Pour 29 (Ne participe pas au vote, A. Thérèse)
	Total	149 649,40 €	146 442,00 €	162 613,00 €	134 151,00 €	160 876,00 €	
							Vote à la ligne
SPORTS ET LOISIRS	Association Plouguerneenne de Patinage À Roulettes	1 730,00 €	6 000,00 €	1 730,00 €	2 500,00 €	1 217,00 €	
	Club d'Avron de Paluden	640,00 €	8 000,00 €	780,00 €	2 600,00 €	726,00 €	
	Club nautique	2 120,00 €	3 000,00 €	2 160,00 €	3 000,00 €	1 769,00 €	
	Club nautique (assurance téléphone)	30,00 €			30,00 €	30,00 €	
	Dojo des abers	1 470,00 €	3 500,00 €	1 670,00 €	3 520,00 €	1 769,00 €	
	École d'Aïkido de Plouguerneau	730,00 €	2 124,00 €	730,00 €	2 500,00 €	654,00 €	
	École des sports	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	
	Équipe des abers handball	2 710,00 €	3 000,00 €	2 710,00 €	2 700,00 €	2 212,00 €	
	Équipe de Plouguerneau Football	4 880,00 €	7 000,00 €	5 310,00 €	7 000,00 €	4 424,00 €	
	Jogging club						
	La Plume Plouguerneenne	390,00 €	600,00 €	130,00 €	400,00 €	333,00 €	
	Plouguerneau skate crew	300,00 €	300,00 €	300,00 €	500,00 €	442,00 €	
	Rugby club de l'aber	2 100,00 €	3 000,00 €	2 100,00 €	2 800,00 €	1 601,00 €	
	Sports Loisirs	1 600,00 €	2 000,00 €	1 600,00 €	2 000,00 €	1 769,00 €	
	Temps danse Plouguerneau	2 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	4 000,00 €	1 477,00 €	
	Tennis club Plouguerneau	1 500,00 €	3 000,00 €	1 700,00 €	2 500,00 €	1 504,00 €	
	Tennis de Table des Abers	50,00 €	400,00 €	120,00 €	600,00 €	230,00 €	
	Abers GH	50,00 €	125,00 €	60,00 €	80,00 €	70,00 €	
	Abers zen				160,00 €	141,00 €	
	Association sportive collège des abers				450,00 €	398,00 €	
	Le Pisto des légendes				390,00 €	150,00 €	
	Relanque Lannihisienne				100,00 €	88,00 €	
	Société de chasse des abers	200,00 €	350,00 €	200,00 €	6,00 €	176,00 €	
	Souffle des Abers-Lannihis				500,00 €	442,00 €	
	Sporting Club Lannihisien de Basket-Ball				500,00 €	176,00 €	
Total	23 780,00 €	48 799,00 €	26 180,00 €	40 340,00 €	23 312,00 €		
						Vote au chapitre : Pour 26 - Abstentions 3 (Le Hir, L. Gourlay, J.R. Daniel)	
CULTURE TEMPS LIBRE	Ar vro bagan	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	4 000,00 €	2 654,00 €	Ne participe pas au vote J.C. Merdy
	Association Onbouille	2 800,00 €	3 000,00 €	2 800,00 €	3 000,00 €	1 424,00 €	
	Claret Bro Abergou				10 000,00 €	486,00 €	Ne participe pas au vote C. Tréfid
	Ist et Pharis du Pays des Abers	700,00 €	800,00 €	800,00 €	600,00 €	458,00 €	
	Kareg Hir (écousses de Plouguerneau et du pays Pagan)	7 000,00 €	9 000,00 €	7 000,00 €	7 700,00 €	6 194,00 €	Ne participe pas au vote J.C. Merdy
	L'an dans les chapelles du Léon	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	
	Le Charais entre terre et mer	200,00 €	1 000,00 €	300,00 €	500,00 €	263,00 €	
	Ploek'Aventure	200,00 €	200,00 €	200,00 €	400,00 €	292,00 €	
	Plouguerneau Country Dance	200,00 €	200,00 €	200,00 €	200,00 €	200,00 €	
	Plouguerneau d'Hier et d'Aujourd'hui	500,00 €	2 000,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	1 327,00 €	Ne participe pas au vote C. Tanguy-Fégeant
	Plouk'n compagnie				2 500,00 €	684,00 €	Ne participe pas au vote S. Doucet
	Club des loisirs et de la culture de Lannihis (club Gufere)				500,00 €	230,00 €	
Total	16 600,00 €	21 200,00 €	17 800,00 €	33 250,00 €	18 242,00 €		
						Vote au chapitre : Pour 26 - Abstentions 3 (Le Hir, L. Gourlay, J.R. Daniel)	
JUMELAGE	Association Jumelage Plouguerneau St Germain et district	1 000,00 €	2 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	884,00 €	Ne participe pas au vote N. Etienne
	Association Jumelage Plouguerneau St Germain et district - sur facture (anniversaire)	2 000,00 €					
	Comité de Jumelage Plouguerneau-Edingen-Neckarhausen	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 500,00 €	1 929,00 €	Ne participe pas au vote N. Etienne
	Comité de Jumelage Plouguerneau-Edingen-Neckarhausen (hébergement)	2 800,00 €					
	Total	7 800,00 €	4 000,00 €	3 000,00 €	3 500,00 €	2 813,00 €	
						Vote au chapitre : Pour 26 - Abstentions 3 (Le Hir, L. Gourlay, J.R. Daniel)	
PERSONNES ÂGÉES RETRAITÉS	Association des pensionnés de la manne Marchands du Finistère	300,00 €	300,00 €	300,00 €	300,00 €	265,00 €	
	Association du Nord-Finistère des officiers Maritimes en retraite et veuves	300,00 €	300,00 €	300,00 €	300,00 €	265,00 €	
	Association locale de Plouguerneau de l'Union Nationale des Combattants Du département du Finistère	300,00 €	300,00 €	300,00 €	580,00 €	513,00 €	
	Club des 3 clochers de Plouguerneau	600,00 €	800,00 €	600,00 €	800,00 €	707,00 €	
	Solente et loisirs maison de retraite	800,00 €	800,00 €	800,00 €	association diaspora		
	Total	2 300,00 €	2 600,00 €	2 300,00 €	1 980,00 €	1 760,00 €	
						Vote au chapitre : Pour 26 - Abstentions 3 (Le Hir, L. Gourlay, J.R. Daniel)	
COMMERÇANTS	FEST ST MICHEL	600,00 €	600,00 €	500,00 €	3 500,00 €	2 654,00 €	
	Jliron des Commerçants et Artisans de Plouguerneau				5 000,00 €	2 654,00 €	
	Total	600,00 €	600,00 €	500,00 €	8 500,00 €	5 308,00 €	
						Vote au chapitre : Pour 26 - Abstentions 3 (Le Hir, L. Gourlay, J.R. Daniel)	
DIVERS	Société Nationale de Sauvetage en Mer	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €		2 654,00 €	
	La route en toute conscience : le challenge pour Owen				500,00 €	442,00 €	
					840,00 €	442,00 €	
Total	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	1 340,00 €	3 538,00 €		
						Vote au chapitre : Pour 26 - Abstentions 3 (Le Hir, L. Gourlay, J.R. Daniel)	
Total	203 199,40 €	226 441,00 €	206 293,00 €	223 061,00 €	203 938,00 €		

ASSOCIATIONS EXTERIEURES AU PAYS DES ABERS

Catégorie	Association	Vote 2013	Demandes 2014	Vote 2014	Demandes 2016	Vote 2016	Avis du Conseil municipal - Vote au chapitre
BENÉVOLE-ACTION SOCIALE	ADAPEI Association Départementale des Parents et Amis de Personnes Handicapées Finistère			100,00 €			Ne participe pas au vote E. Tinvez
	Association des Familiales de France	100,00 €	110,00 €	110,00 €	110,00 €	97,00 €	
	Centre d'Information sur les Droits des Femmes						
	El des Familiales du Finistère	300,00 €	400,00 €	400,00 €	400,00 €	363,00 €	
	Jeux rouges Français	300,00 €	300,00 €	300,00 €		205,00 €	
	Enfance et Familiales d'Adoption du Finistère				30,00 €	29,00 €	
	Emergency				150,00 €	44,00 €	
	PAVEC association des conjoints survivants et Des parents d'orphelins du Finistère	100,00 €		100,00 €		0,00 €	
	FRATII association des accidentés de la vie	100,00 €	250,00 €	100,00 €		0,00 €	
	France Alzheimer et maladies apparentées	200,00 €		200,00 €		0,00 €	
	Les Restaurants du cœur				500,00 €	309,00 €	
	Mâs de clown Bretagne	0,00 €		100,00 €		0,00 €	
	Secours catholique	300,00 €	350,00 €	330,00 €	350,00 €	309,00 €	
	Secours Populaire Français				500,00 €	309,00 €	
	Surd'hoies association de sourds, devenus Sourds et malentendants	100,00 €	150,00 €	150,00 €	150,00 €	132,00 €	
Séances et familles 29	200,00 €	200,00 €	200,00 €				
Vie Libre	200,00 €	200,00 €	200,00 €	200,00 €	178,00 €		
Total	1 900,00 €	1 940,00 €	2 380,00 €	2 330,00 €	2 020,00 €		
						Vote au chapitre : Pour 26 - Abstentions 3 (Le Hir, L. Gourlay, J.R. Daniel)	
TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT		205 099,40 €	228 381,00 €	207 683,00 €	226 451,00 €	205 938,00 €	

NOMENCLATURE ACTES 7-5-5	PARTICIPATIONS FINANCIÈRES 2015 AUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT DU 1ER DEGRÉ
------------------------------------	---

Vu que dans le cadre de la loi dite Debré du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'État et les établissements d'enseignement privé, la commune a des obligations légales envers les écoles primaires de Plouguerneau sous contrat d'association à l'enseignement public,

Vu que des enfants de Plouguerneau sont scolarisés en dehors des écoles primaires publiques de la commune notamment dans des établissements proposant des formes d'enseignement qui n'existent pas sur la commune,

Après avis favorable de la commission finances du 19 mai 2015, Monsieur le Maire propose de voter les participations communales 2015 aux établissements d'enseignement du premier degré selon le tableau suivant :

PARTICIPATION ENSEIGNEMENT ECOLE PRIMAIRE 2015

CONVENTIONS ECOLES PRIVEES		Vote 2013	Vote 2014	Vote 2015
Ecole Saint-Joseph	(79 maternelles à 1 125 € et 134 élémentaires à 349 €)	121 569,00	141 937,00	135 641,00
Ecole Sainte-Thérèse	(38 maternelles à 1 125 € et 62 élémentaires à 349 €)	60 759,00	72 564,00	64 388,00
Ecole DIWAN Lesneven (20 élèves x 606 €)		11 499,00	11 483,00	12 120,00
PARTICIPATION ECOLES EXTERIEURES				
Participation Ecoles Publiques Extérieures (1 CLIS +3 Autorisations)		3 000,00		
Participation autres écoles extérieures sous contrat d'association (1 CLIS)			2 800,00	3 600,00
			1 500,00	606,00
TOTAL		196 827,00	230 284,00	216 355,00

Avis du Conseil Municipal : 21 voix pour – 1 voix contre (A. Romey) – 7 abstentions (JP Le Gall, J. Hennebelle, C. Tanguy-Fegeant, A. Thérasse, A. Charton, F. Brites, A. Jestin)

Nomenclature ACTES 7.10.a	FOURNITURE DE REPAS A L'ÉCOLE SAINTE-THÉRÈSE DE PLOUGUERNEAU (LILIA) : ANNÉES 2015/2016, 2016/2017 ET 2017/2018
----------------------------------	--

La Commune de Plouguerneau fournit depuis plusieurs années des repas à l'école privée Sainte Thérèse.

Il est proposé au conseil municipal de formaliser ce partenariat au moyen de la convention ci jointe dont les principaux éléments sont les suivants:

- repas livrés en liaison chaude à l'école privée Sainte-Thérèse de Plouguerneau,
- durée de la convention 3 ans : 2015/2016, 2016/2017, 2017/2018,
- tarifs applicables : tarifs communaux annuels.

Après son examen en commission enfance – jeunesse – sports le 19 mai 2015, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la présente délibération.

Annexe 1 : convention de fourniture de repas école privée Sainte-Thérèse.

Avis du Conseil Municipal : Favorable à l'unanimité.

Nomenclature ACTES 7.10.b	FOURNITURE DE REPAS A L'ÉCOLE SAINT-JOSEPH DE PLOUGUERNEAU (BOURG) : ANNÉES 2015/2016, 2016/2017 ET 2017/2018
----------------------------------	--

La Commune de Plouguerneau fournit depuis plusieurs années des repas à l'école privée Saint- Joseph.

Il est proposé au conseil municipal de formaliser ce partenariat au moyen de la convention ci jointe, dont les principaux éléments sont les suivants:

- repas livrés en liaison chaude à l'école privée Saint-Joseph de Plouguerneau,
- durée de la convention 3 ans : 2015/2016, 2016/2017, 2017/2018,
- tarifs applicables : tarifs communaux annuels.

Après son examen en commission enfance – jeunesse – sports le 19 mai 2015, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la présente délibération.

Annexe 1 : convention de fourniture de repas école privée Saint-Joseph.

Avis du Conseil Municipal : favorable à l'unanimité.

Nomenclature ACTES 7.10.c	FOURNITURE DE REPAS A L'ASSOCIATION FAMILLES RURALES DE GUISSENY- ANNÉE 2015-2016
------------------------------	--

La Commune de Plouguerneau fournit depuis plusieurs années des repas à l'association Familles Rurales de Guissény, lors de ses activités d'Accueil de Loisirs sans Hébergement (ALSH).

Par sollicitation en date du 2 mai 2015, l'association a demandé à la commune de continuer à lui fournir les repas en 2015/2016 pour les enfants accueillis :

- pendant les périodes scolaires : environ 40 repas le mercredi ;
- pendant les vacances scolaires :
 - hors période d'été : environ 50 repas, 4 fois par semaine,
 - pendant les vacances estivales : environ 60 repas, au minimum 3 fois par semaine.

Ces repas, livrés en liaison chaude au CLSH de Guissény, seront proposés au tarif de 4,10€ l'unité, assortis d'un forfait de 10€ par livraison.

Après son examen en commission enfance – jeunesse – sports le 19 mai 2015, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la présente.

Avis du Conseil Municipal : Favorable à l'unanimité.

Nomenclature Actes 7.10.d	APPROBATION DE L'AVENANT N°3 CONVENTION CANTINE OGEN SAINT JOSEPH
------------------------------	--

Par délibération du 23 octobre 2012, le conseil municipal a approuvé la convention de partenariat financier avec l'OGEC St Joseph concernant les modalités de versement de la subvention annuelle cantine.

Après avis favorable de la commission finances du 19 mai 2015, le Maire propose aux membres du conseil municipal d'approuver le projet d'avenant joint en annexe afin de permettre le versement de ladite subvention pour 2015.

Avis du Conseil Municipal : 26 voix pour – 3 abstentions (F. BRITES, A. JESTIN, J.P. LE GALL)

Nomenclature Actes 7.10.e	APPROBATION AVENANT N°3- CONVENTION ASSOCIATION FAMILLES RURALES
------------------------------	---

Par délibération du 23 octobre 2012, le conseil municipal a approuvé la convention de partenariat financier avec l'association Familles Rurales concernant les modalités de versement de la subvention annuelle de fonctionnement.

Après avis favorable de la commission finances du 19 mai 2015, le Maire propose aux membres du conseil municipal d'approuver le projet d'avenant joint en annexe afin de permettre le versement de ladite subvention pour 2015.

Avis du Conseil Municipal : Favorable à l'unanimité.

Nomenclature Actes	FIXATION DU TARIF DE VENTE DE RÉCUPERATEUR D'EAU DE PLUIE
--------------------	---

7.10.f	
--------	--

Le règlement du lotissement Tiez Nevez le Gwelmeur précise que les acquéreurs de terrains devront s'équiper d'un récupérateur d'eau de pluie.
 Afin de minimiser le coût d'acquisition de cet équipement pour les particuliers du lotissement Tiez Nevez, la commune propose d'acheter ces récupérateurs par lot et de les revendre aux propriétaires de terrain au prix d'achat.
 Par délibération du 18 septembre 2014, le conseil municipal a fixé le prix de vente des récupérateurs à 763,94 € l'unité.
 Les récupérateurs achetés à ce prix par la commune ont tous été revendus à des propriétaires de terrains au Gwelmeur.
 La commune a donc acquis 8 nouvelles cuves pour un coût total de 6 241,97 € TTC, soit 780,25 € pour une cuve.
 En conséquence, après avis favorable de la commission finances du 19 mai 2015, monsieur le Maire propose de fixer le nouveau prix de vente des récupérateurs à 780,25 € l'unité.

Avis du Conseil Municipal : Favorable à l'unanimité.

NOMENCLATURE ACTES 8.1	VALIDATION DE LA CHARTE DE L'ANIMATEUR TAP BÉNÉVOLE
---------------------------	---

La municipalité fait appel à des bénévoles afin de compléter ses équipes d'animation pour encadrer les Temps d'Activités Périscolaires (TAP) mis en place dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires. Les bénévoles sont en soutien des équipes d'animation déjà constituées. Ils n'ont pas vocation à encadrer seuls un groupe d'enfants.

La charte de l'animateur TAP bénévole a donc été rédigée afin de définir les modalités d'intervention des bénévoles et de leur permettre de s'investir auprès des enfants dans le cadre du Projet Éducatif de Territoire.

Après son examen par la commission enfance-jeunesse-sports le 19 mai 2015, il est proposé au Conseil Municipal après en avoir délibéré de valider la Charte de l'animateur TAP bénévole
Annexe : Charte de l'animateur TAP bénévole

Avis du conseil municipal : 28 voix pour. (J.P. LE GALL absent au moment du vote).

NOMENCLATURE ACTES 8.2.5.	CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE PLOUGUERNEAU ET LE COMITE NATIONAL D'ACTION SOCIALE (CNAS)
------------------------------	--

Depuis 1979, l'association du personnel des collectivités locales des cantons de Lesneven, Lannilis et des communes limitrophes – dont la commune de Plouguerneau fait partie - a choisi de s'affilier au CNAS. Le CNAS (association loi 1901) permet aux agents territoriaux d'accéder à des offres culturelles, sportives, de loisirs et de bien-être à des tarifs préférentiels.

Un partenariat entre l'Espace Culturel Armorica et le CNAS permettrait aux agents territoriaux bénéficiaires d'acheter leurs entrées aux spectacles programmés par la commune à tarif réduit.

La remise tarifaire accordée doit être au minimum de 10% et le montant de la réduction forfaitaire minimal doit être de 1,00€ par personne.

Il est proposé que, sur présentation de la carte nominative d'adhérent au CNAS, les agents territoriaux obtiennent le tarif réduit (réduction de 2€ par rapport au tarif plein).

Après avis favorable de la commission culture du 7 mai 2015, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le projet de convention de partenariat jointe, et de donner délégation à Monsieur Le Maire pour la signer.

Annexe 1 : convention de partenariat CNAS

Avis du Conseil Municipal : 28 voix pour. (J.P. LE GALL absent au moment du vote).

Nomenclature ACTES	CHARTRE DU BÉNÉVOLE A L'ESPACE CULTUREL ARMORICA
--------------------	--

8.9.a

Depuis septembre 2014, l'équipe professionnelle de l'Espace Culturel Armorica travaille avec des bénévoles, de manière occasionnelle.

Chaque personne s'étant proposée pour aider au fonctionnement des spectacles et de la saison culturelle a ainsi pu intégrer le groupe d'une quinzaine de bénévoles actuellement constitué.

Les bénévoles ont trois missions principales :

- aider à faire connaître la programmation culturelle de l'Armorica par la distribution d'affiches, de flyers, le relais des informations par mail, Facebook et auprès de son réseau personnel,
- participer à l'accueil des artistes, compagnies et public lors des spectacles,
- participer à tout autre activité relative au bon fonctionnement de l'Armorica,

Des jeunes bénévoles ayant entre 10 et 16 ans ont souhaité intégrer ce groupe de bénévoles, notamment par le biais de l'espace jeunes.

Après l'avis favorable de la commission culture du 7 mai 2015 et passage en commission enfance jeunesse sports le 19 mai 2015, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la charte du bénévole ainsi que l'ensemble des documents remis aux bénévoles mineurs lors de leur engagement.

Avis du Conseil Municipal : Favorable à l'unanimité.

Nomenclature ACTES 8.9.b

VENTE DE LIVRES ET SUPPRESSION DES DOCUMENTS DU FONDS DE LA MÉDIATHÈQUE
--

La médiathèque de Plouguerneau organise les 26 et 27 juin 2015 une vente des documents éliminés de ses collections.

1893 documents sont mis en vente. Une partie d'entre eux (500 documents) provient de dons faits à la médiathèque mais qui ne peuvent pas rentrer dans son fonds car ils sont trop abîmés, trop anciens ou déjà dans les rayons.

Avant la vente, les écoles de Plouguerneau pourront acquérir gratuitement les documents qui les intéressent.

Par délibération en date du 8 juillet 2009, le prix de vente de ces documents a été fixé à 1 euro.

De plus, 147 documents vont être supprimés du fonds. La plupart d'entre eux sont des documents abîmés ou perdus par les usagers qui ont été par la suite rachetés par eux. 59 sont des livres, CD et DVD abîmés par l'usage. 88 correspondent à des documents perdus, c'est-à-dire non retrouvés lors des derniers inventaires de la médiathèque.

Après l'avis favorable de la commission culture du 7 mai 2015, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser la vente de ces ouvrages et la suppression des documents du fonds de la médiathèque.

Avis du Conseil Municipal : Favorable à l'unanimité.

Nomenclature ACTES 8.9.c

ÉLIMINATION DES DOCUMENTS DE LA MÉDIATHÈQUE

Par délibération en date du 17 décembre 2007, le Conseil Municipal de Plouguerneau avait défini une politique de régulation des collections.

Après l'avis favorable de la commission culture du 7 mai 2015, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de modifier cette délibération et de préciser ainsi qu'il suit les critères et les modalités d'élimination des documents concernés.

Comme toutes les bibliothèques, la médiathèque de Plouguerneau est régulièrement amenée, dans le

cadre de l'actualisation et du suivi de ses collections, à procéder à un bilan des collections appartenant à la ville en vue d'une réactualisation des fonds. Cette opération, appelée « désherbage », indispensable à la bonne gestion des fonds, concerne :

- les documents en mauvais état physique dès lors que leur réparation s'avère impossible ou trop onéreuse,
- les documents au contenu périmé et n'offrant pas aux lecteurs le dernier état de la recherche,
- les ouvrages en nombre d'exemplaires devenu trop important par rapport aux besoins,
- les documents ne correspondant plus à la demande du public.

Les ouvrages éliminés seront supprimés du catalogue de la médiathèque.

Dans tous les cas, l'élimination d'ouvrages sera constatée par un procès-verbal mentionnant le nombre des ouvrages éliminés ainsi que leur destination : pilon, vente, dons, etc.

La responsable de la médiathèque sera chargée de procéder à la mise en œuvre de la politique de régulation des collections telle que définie ci-dessus ; les procès-verbaux d'élimination étant signés par le Maire ou son représentant.

Avis du Conseil Municipal : Favorable à l'unanimité.

NOMENCLATURE ACTES 8.9.d.	CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DE PLOUGUERNEAU ET LA SOCIÉTÉ REV&SENS (CHEQUES CULTURE)
------------------------------	---

La société REV&SENS a pour objet la création et la diffusion du Chèque Culture. Le Chèque Culture est un titre spécial de paiement qui s'échange auprès d'un réseau de prestataires affiliés. Le Chèque Culture s'échange contre toutes les prestations culturelles de billetterie.

En rémunération de la fabrication et de la commercialisation des Chèque Culture, de la communication du prestataire, ainsi que de la gestion du système, la société REV&SENS recevra une rémunération égale à 5% HT de la valeur faciale des chèques retournés par le prestataire.

Afin de pouvoir échanger des billets spectacle à l'Armorica, contre des Chèques Culture, une convention d'affiliation des prestataires culturels au dispositif Chèque Culture est nécessaire.

Après l'avis favorable de la commission culture, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le projet de convention d'affiliation jointe, et de donner délégation à Monsieur Le Maire pour la signer.

Annexe 1 : convention d'affiliation des prestataires culturels au dispositif Chèque Culture

Avis du Conseil Municipal : Favorable à l'unanimité.

Nomenclature ACTES 9.1.1	CONVENTION D'ÉCHANGE DE DONNÉES GÉOGRAPHIQUES ET DE SERVICES ASSOCIÉS
-----------------------------	--

Les collectivités du Pays de Brest se sont engagées dans une démarche d'harmonisation et de diffusion des données géographiques à l'échelle de ce territoire, sous la coordination du pôle métropolitain du Pays de Brest.

Cette démarche s'appuie sur un dispositif impliquant chaque niveau territorial :

- La Commune qui produit des informations relevant de ses domaines de compétences ;
- La Communauté de Communes qui produit des informations relevant de ses domaines de compétences et qui assure l'entretien du Système d'Information Géographique (SIG) communautaire ;
- Le Pôle Métropolitain du Pays de Brest qui dispose d'une infrastructure de Données Géographiques et qui assure la cohérence du dispositif.

Cette démarche a permis la mise en cohérence de données telles que le plan cadastral, le plan de ville, les réseaux d'eau ou les documents d'urbanisme à l'échelle des 89 communes du Pays de Brest. Ces documents sont aujourd'hui consultables sur GéoPaysdeBrest. C'est grâce à cet effort de mise en cohérence, dans le domaine de l'urbanisme par exemple, qu'il est proposé aux communes et aux administrés de nouveaux services tels que l'accès aux règles d'urbanisme applicables à chaque parcelle.